

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

obtiendra 27.7 p. 100; pour une compagnie canadienne imposable, ce sera 29.7 p. 100 et, pour une compagnie canadienne non imposable, 26.9 p. 100. Le rapport le plus faible se situe à ce dernier taux de 26.9 p. 100. Les bénéficiaires ne sont que de 18.3 p. 100 en Norvège, et de 24.4 p. 100 en Grande-Bretagne.

On nous raconte des histoires à nous faire pleurer sur les pauvres propriétaires de tours de forage obligés de transporter ces dernières en Oklahoma. Le Canada leur aurait consenti 26.9 p. 100; ils vont donc en Oklahoma où ils ne recevront que 21.6 p. 100!

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Sottises. Renseignez-vous donc avant de parler. Dîtes la vérité pour une fois.

M. Heap: Ils obtiendront presque 6 p. 100 de moins en Oklahoma, mais si on leur accorde davantage au Canada, ils reviendront, paraît-il.

Des voix: Oh, oh!

M. Heap: Les hurleurs à ma droite ne nous ont pas dit combien il faudrait leur donner pour les ramener au Canada. Le fait est que ces sociétés ont maintenant de si belles rentrées—plus qu'elles ne jugent dans leur intérêt d'utiliser pour mettre en valeur le pétrole de notre pays . . .

M. Taylor: Un tissu de mensonges.

M. Heap: . . . qu'elles vont probablement adopter la même tactique qu'elles utilisent déjà aux États-Unis. Comme elles ont maintenant 30 p. 100 des recettes dans notre pays, elles vont probablement se mettre à investir à l'extérieur du secteur énergétique, ce qui est répréhensible mais qu'elles font déjà aux États-Unis.

M. Taylor: Où allez-vous chercher tout cela? Dans les contes de fées?

M. Heap: En plus de tous ces dégrèvements, il y a une autre sorte de subvention que les travailleurs du Canada accordent aux sociétés pétrolières depuis de nombreuses années. Les compagnies pétrolières n'ont pas de puits dans Spadina, mais elles y ont quelque chose de plus précieux, leur siège social. Bien des gens de Spadina ont travaillé à la construction de ces sièges sociaux et des banques, qui sont unies à ces compagnies pétrolières par la voix du sang, si on peut dire qu'elles en ont.

Il y a environ 20,000 ou 25,000 personnes qui nettoient des immeubles dans le centre de Toronto, ceux des sociétés pétrolières et autres sièges sociaux. Il s'agit en majeure partie de ménagères portugaises qui passent environ cinq heures et demie chaque soir, cinq soirs par semaine à nettoyer ces immeubles. Si elles ont de la chance, lorsque le mari rentre à la maison après sa journée de travail sur un chantier de construction, elles vont nettoyer les immeubles et rentrent après 11 heures.

J'ai vu dans quelles conditions elles travaillent. A titre de représentant de la commission d'hygiène il y a quelques années, on m'avait demandé de régler un litige. On obligeait ces ménagères à remployer des sacs à ordures puants qui avaient été remplis et vidés la nuit précédente. On les obligeait à les remployer parce que la compagnie qui détenait le contrat de nettoyage était trop radine pour acheter d'autres sacs. Ces femmes gagnent le salaire minimum ou, si elles ont de la chance, 10 à 20c. de plus.

Il y a également près de 5,000 employés d'hôpitaux dans Spadina. Nous n'aurons pas de chiffres précis à ce sujet tant

que le gouvernement n'aura pas publié les résultats du recensement de l'année dernière. L'industrie de la restauration et du spectacle emploie probablement 10,000 personnes dans cette région. Je ne parle pas ici des chanteurs au cachet élevé, mais bien des personnes qui font fonctionner les établissements. On compte près de 10,000 personnes employées dans le secteur du vêtement et des produits manufacturés, et ce sans compter les chauffeurs de taxi, les concierges, les commis de bureau et les réparateurs en tous genres. Ils seraient, semble-t-il, près de 50,000, et la plupart ne sont pas syndiqués et n'ont qu'un revenu très faible. Parmi les villes du Canada de plus de 500,000 habitants, Toronto a le salaire minimum le plus faible. En fait, il n'y a guère que certains employés du gouvernement fédéral qui touchent un salaire minimum aussi faible, soit \$3.50 de l'heure.

En tenant pour acquis que ces travailleurs gagnent en moyenne \$4 de l'heure et travaillent généralement 40 heures par semaine, leur salaire annuel est de l'ordre de \$8,000. C'est peu pour élever une famille, surtout quand on connaît le coût du logement à Toronto.

Ce n'est pas tout, monsieur l'Orateur. Le travail de nettoyage qu'ils font est, du moins à la Société Radio-Canada, qui est de ressort fédéral et où les employés sont syndiqués, rémunéré à \$6.50 l'heure. Ainsi, la plupart de ces travailleurs gagnent en fait près de \$2.50 de moins que le salaire normal. Ajoutez à cela qu'ils doivent payer chaque année \$200 d'impôt, près de \$250 de frais de transport et probablement de \$3,500 à \$4,000 de frais de garderie, et vous comprendrez alors la gravité de la situation. Ils risquent même de ne pas être en mesure de payer une telle somme pour les services de garderie qui, parfois ne valent rien du tout. Je parle ici de la valeur du travail que représente la garde d'un enfant ou de la valeur du travail qui doit être fait par la suite pour remédier à la situation lorsque l'enfant ne reçoit pas les soins voulus pendant que ses parents travaillent.

Tout bien considéré, ces travailleurs subventionnent leurs employeurs à raison de \$9,000 environ par année si vous soustrayez leur salaire de la valeur de leur travail et des coûts afférents à l'exécution de leurs tâches. Au lieu d'être payés \$8,000, ils devraient recevoir près de \$17,000, si vous ajoutez au salaire d'un petit employé syndiqué, les frais de garderie, les frais de transport pour se rendre au travail et les impôts.

Le travailleur moyen subventionne ces sociétés à raison de \$9,000 par an environ, et il y en a à peu près 50,000. Cela représente une subvention d'environ 450 millions de dollars que les banques, les sociétés pétrolières et certains de leurs acolytes extorquent aux travailleurs du centre-ville de Toronto.

● (1650)

Le sénateur Olson qui, naturellement, n'est pas tenu de rencontrer les travailleurs pour leur demander de voter pour lui, a été choisi pour être responsable du développement économique; à l'en croire, ce sont des travailleurs improductifs. Il y a quelques semaines, il a dit que nous allions nous débarrasser de ces industries, cesser de favoriser des industries improductives comme celle du vêtement et ainsi de suite. Ce qu'il veut dire, c'est que ces travailleurs son mal payés et donc il les considère comme improductifs. En fait, ces travailleurs subventionnent sa protégée, l'industrie pétrolière. S'il est une chose qu'il faudrait supprimer graduellement en fonction de sa productivité